

Notant avec satisfaction la réponse du Secrétaire général à la demande du Gouvernement du Ghana et sa décision d'envoyer rapidement dans ce pays une mission multi-institutions pour procéder avec le gouvernement à des consultations sur la préparation de programmes d'assistance à court et moyen terme axés sur la création d'emplois pour les personnes revenues au pays,

Ayant entendu le rapport oral du Coordonnateur des programmes spéciaux d'assistance économique sur la mission multi-institutions au Ghana,

Prenant acte de la déclaration faite au Conseil économique et social par le représentant du Gouvernement du Ghana,

1. *Prend acte* de l'effort fait par le Gouvernement et le peuple du Ghana afin de réinstaller les personnes revenues au pays;

2. *Exprime sa reconnaissance* au Secrétaire général de l'action qu'il a entreprise;

3. *Prend acte* du rapport oral sur la mission multi-institutions et fait siennes les recommandations de cette mission;

4. *Exprime sa gratitude* à tous les Etats et à toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ont fourni une assistance humanitaire d'urgence au Ghana;

5. *Demande instamment* à tous les Etats, à toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et aux institutions spécialisées et programmes du système des Nations Unies de contribuer généreusement et de fournir l'assistance supplémentaire nécessaire pour permettre au Ghana de poursuivre son programme de relance économique et ses efforts pour réinstaller les personnes revenues au pays;

6. *Prie le Secrétaire général* :

a) De soumettre le rapport de la mission multi-institutions à l'Assemblée générale à sa trente-huitième session et de donner à ce document une diffusion aussi large que possible;

b) De faire en sorte que des arrangements financiers adéquats soient pris en vue de l'organisation d'un programme efficace d'assistance internationale au Ghana et de la mobilisation de l'assistance internationale;

c) De créer un compte spécial dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les programmes spéciaux d'assistance économique en vue de faciliter l'acheminement des contributions vers le Ghana conformément aux recommandations de la mission multi-institutions;

d) De l'informer à sa seconde session ordinaire de 1984 des progrès accomplis dans l'exécution de la présente résolution.

1983/45. Assistance à la Bolivie, à l'Equateur et au Pérou

Le Conseil économique et social,

Profondément préoccupé par les énormes dégâts causés par les pluies torrentielles et les inondations qui ont affecté récemment de vastes régions de la Bolivie, de l'Equateur et du Pérou ainsi que par la sécheresse qui sévit en Bolivie et au Pérou,

Compte tenu du fait que ces deux phénomènes climatiques ont causé des destructions dans les zones urbaines et rurales et de graves dégâts dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie,

Compte tenu aussi du fait que ces secteurs ont une importance fondamentale pour l'économie de la Bolivie, de l'Equateur et du Pérou,

Considérant que les problèmes urgents résultant de cette situation catastrophique exigent des programmes d'assistance, de remise en état et de reconstruction,

Affirmant la nécessité d'entreprendre d'urgence une action internationale prompte et concertée pour aider les peuples et les Gouvernements de la Bolivie, de l'Equateur et du Pérou à faire face à la situation d'urgence dans laquelle ils se trouvent et à mettre en route la remise en état et la reconstruction,

Observant avec satisfaction l'assistance fournie par les gouvernements, le système des Nations Unies et les organisations gouvernementales et non gouvernementales au début de la période d'urgence,

Prenant acte avec reconnaissance du travail accompli par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe,

1. *Exprime sa gratitude* aux Etats et organisations qui ont fourni une assistance à la Bolivie, à l'Equateur et au Pérou;

2. *Demande instamment* à tous les Etats, à toutes les organisations gouvernementales et non gouvernementales et à toutes les institutions spécialisées de coopérer au financement d'un programme de reconstruction et de remise en état pour les régions sinistrées de la Bolivie, de l'Equateur et du Pérou, et de participer activement à l'exécution de ce programme;

3. *Prie le Secrétaire général* :

a) De prendre les mesures nécessaires pour aider les Gouvernements de la Bolivie, de l'Equateur et du Pérou à préparer un vaste programme de reconstruction et de remise en état dans les régions et les secteurs touchés par le désastre;

b) De prendre des mesures appropriées pour mobiliser des ressources en vue d'apporter une assistance internationale spéciale à la Bolivie, à l'Equateur et au Pérou;

c) D'informer l'Assemblée générale à sa trente-huitième session et le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1984 des progrès accomplis dans l'exécution de la présente résolution.